INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 5 octobre 2022**

* La journée aura été placée sous le signe du nombre de créations d'emplois aux Etats-Unis en septembre qui ont ramené les marchés actions européens à plus de prudence. En pleine euphorie, le CAC 40 avait dépassé les 6 000 points hier. Le principal indice français a clôturé sur un recul de 0,90% à 5 985,46 points et l'EuroStoxx50 a cédé 1,13% à 3 445,23 points. Wall Street était aussi à la peine, avec un indice Dow Jones qui baissait de 0,96% à 30 016 points.
* Les indices PMI S&P Global en France et en Europe ont ramené les investisseurs à la "dure" réalité. Le secteur des services déçoit par ses performances en France, en Allemagne comme dans la zone euro. La hausse de la production industrielle (+2,4%) en France en août après un recul de 1,6% en juillet constitue un signe positif contrebalançant un peu la méforme des services.
* Le rebond a donc fait long feu en Europe. On a assisté à un revirement à 180 degrés des marchés. Après leur net repli d'hier, les taux longs se tendent de nouveau. Le rendement du 10 ans américain a repris près de 13 points de base à 3,77% et son équivalent allemand 15 points de base à 2,02%.
* Ce redressement des taux longs est lié aux chiffres de l'emploi aux Etats-Unis. L'enquête ADP publiée ce jour montre que le mois dernier, le nombre d'emplois créés dans le secteur privé a été plus élevé que prévu. Ce n'est pas forcément une bonne nouvelle pour les marchés car cela renforce la probabilité d'une hausse des taux de la Fed de 75 points de base en novembre. La banque centrale américaine n'est pas près de "pivoter".
* "Le durcissement des conditions financières aux Etats-Unis (hausse des taux d'intérêt et du dollar, baisse des cours boursiers) apparaît désormais considérable et menace de plus en plus les perspectives de croissance, relativement résistantes jusqu'à présent. Des signes de retournement du marché immobilier américain sont en particulier apparus depuis quelques mois", commente Alexis Naacke, directeur de la Gestion chez Yomoni.
* Côté valeurs, les résultats pour le premier semestre de l'exercice 2022/2023 de la grande enseigne britannique Tesco ont déçu, tandis qu'à Paris, STMicroelectronics a progressé en Bourse après l'annonce de l'augmentation de ses capacités de production en Europe.
* Sous pression hier, la devise américaine retrouve des couleurs aujourd'hui, bénéficiant de son statut de valeur refuge et de la forte hausse des taux longs aux Etats-Unis. A l'approche de la clôture en Europe, l'euro perd 1,29% à 0,9855 dollar. Le rendement du 10 ans américain progresse de près de 14 points de base à 3,78%, soutenu par des créations d'emplois plus nombreuses que prévu dans le secteur privé en septembre. 208 000 postes ont été créés le mois dernier aux Etats-Unis, selon l’enquête ADP. Après 132 000 en août, 200 000 créations de postes étaient attendues.
* Le cours du baril de WTI gagne 0,67% à 87,10 dollars à la suite de la décision de l'Opep + de réduire sa production de 2 millions de barils par jour. L’ampleur de cette réduction est en ligne avec les dernières rumeurs de presse. Il s'agit de la plus importante baisse de production depuis le début de la pandémie. Cette décision représente un camouflet pour l’administration Biden. Le gouvernement américain ne veut pas voir le prix de l'essence rebondir avant les élections de mi-mandat aux Etats-Unis.

Avant cette décision, la Maison Blanche avait lancé une campagne de pression à grande échelle dans un ultime effort pour dissuader les membres du cartel d'abaisser fortement leur production, avait révélé CNN. Selon un document de la présidence américaine obtenu par la chaîne américaine, une telle décision est qualifiée de "désastre total" et la présidence américaine a prévenu qu'elle pourrait être considérée comme un "acte hostile".

Cette décision est en outre une bonne mesure pour la Russie, qui doit financer sa guerre en Ukraine et où elle connaît actuellement de sévères revers militaires.

Après avoir dépassé les 125 dollars à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les cours de l'or noir ont ensuite adopté une tendance baissière depuis juin en raison des craintes de récession en Europe, mais aussi aux Etats-Unis.

* L’activité dans le secteur privé a accéléré en septembre en France, a confirmé S&P Global, L’indice des directeurs d’achat (PMI) Composite, qui prend en compte les secteurs manufacturier et des services, est ressorti à 51,2 en septembre contre 50,4 en août. Il avait été annoncé à 51,2 en première estimation. Alors que le PMI pour le secteur manufacturier a été publié lundi, ce même indicateur pour les services en France est ressorti à 52,9, contre une estimation flash à 53, et un consensus des économistes de 53.

" La flambée des prix de l'énergie a été synonyme d'accentuation des tensions inflationnistes tandis que de nombreux répondants ont fait état d'une hausse du coût des salaires et, dans certains cas, de difficultés de recrutement. La forte inflation continuera de peser sur le pouvoir d'achat de l'ensemble des acteurs économiques, augmentant ainsi le risque d'un nouveau ralentissement dans le secteur des services français, " a prévenu Joe Hayes, Senior Economist à S&P Global Market Intelligence.

Il signale également que la hausse des nouvelles commandes - qui est un indicateur avancé de l'activité - observée en septembre est restée très limitée.

* La production industrielle a augmenté de 2,4% en France en août après un recul de 1,6% en juillet. Elle était attendue stable, selon le consensus Reuters. La production a aussi rebondi dans l'industrie manufacturière : +2,7 % après -1,6 %. La production s'est reprise dans la plupart des grandes branches, a précisé l'institut de statistique. Elle a rebondi nettement dans les matériels de transport (+6,9 % après -2,5 %), avec notamment une forte hausse dans l'automobile (+15,6 % après une stabilité).

**SOCIETES**

* STMicroelectronics (+1,48% à 34,985 euros) continue d’accroître ses capacités de production en Europe. Après la signature en juin d’un accord portant sur la création d'une nouvelle unité de fabrication de semi-conducteurs avec GlobalFoundries en France, le groupe franco-italien a annoncé la construction d’une unité intégrée de fabrication de substrats en carbure de silicium en Italie. Cet investissement de 730 millions d'euros sur cinq ans a pour but de répondre à la demande croissante en composants SiC de ses clients pour les applications des secteurs de l’automobile et de l’industriel.

Le carbure de silicium est recherché en raison de ses propriétés de grande conductivité thermique et de faible dilatation thermique, qui le rendent très intéressant dans le cadre de la transition vers l'électrification.

L'investissement bénéficiera du soutien financier de l'État italien dans le cadre du plan national de relance et de résilience. Environ 700 emplois directs supplémentaires seront créés quand l'unité sera à pleine capacité.

La production devrait démarrer en 2023, permettant d'équilibrer l'approvisionnement en substrats SiC entre la fabrication interne et l'achat à des fournisseurs.

" Construite sur le site ST de Catane (Sicile-Italie) à côté de l'actuelle unité de fabrication de composants SiC, cette usine de production de substrats en SiC sera la première du genre en Europe pour la production en volumes de substrats épitaxiés en 150 mm en carbure de silicium, intégrant toutes les étapes du flux de production ", a expliqué le fabricant de semi-conducteurs. ST s'est engagé à développer des plaquettes en 200 mm dans un futur proche.

* En 2023, le constructeur automobile Stellantis (-2,49% à 12,60 euros) introduira la marque Citroën en Indonésie via Indomobil Group, son partenaire local depuis qu'un partenariat a été mis en place en avril 2021 avec le groupe indonésien. L'accord annoncé hier à Jakarta couvre le développement de la marque, la vente et l'après-vente des véhicules Citroën. Ce dernier commencera par le C5 Aircross, le ë-C4 tout électrique ainsi que la nouvelle C3 Citroën. L'accord stipule que PT. Indomobil Wahana Trada, filiale d'Indomobil, distribuera et vendra les produits Citroën sur le marché domestique.

Dans les années à venir, le groupe a l'intention de proposer une famille de véhicules compacts et polyvalents à la clientèle locale.

Le marché automobile en Indonésie a d'ailleurs de belles perspectives pour les années à venir. Selon les statistiques de l'ASEAN Automotive Federation, le marché automobile indonésien a représenté 887 202 immatriculations au total en 2021, soit une hausse de 67% par rapport à 2020. Avant la crise sanitaire mondiale, l'Indonésie dépassait plutôt 1 030 000 véhicules particuliers et utilitaires vendus, rapporte le média internet l'ArgusPro.

Andrew Nasuri, directeur du groupe Indomobil, Vincent Cobée, PDG de Citroën, et Carl Smiley de Stellantis, directeur des opérations pour la région Inde et Asie-Pacifique, ont assisté à une cérémonie organisée dans le centre de Jakarta pour annoncer l'arrivée de la marque Citroën en Indonésie.

* Elon Musk a proposé de racheter Twitter pour 44 milliards de dollars, soit aux conditions qu'il avait initialement acceptées, selon un document déposé auprès la SEC. Une telle offre lui permettra d’éviter un procès qui devait se tenir à partir du 17 octobre. Twitter a indiqué qu'il avait reçu une lettre d'Elon Musk au sujet de cet offre.

Après avoir annoncé fin avril qu'il souhaitait acheter Twitter au prix de 54,20 dollars par action, le fondateur de Tesla avait ensuite fait marche arrière. Musk avait mis en cause Twitter pour son incapacité à évaluer la proportion de faux comptes, de spams et de comptes robots.

Twitter avait réagi en portant plainte contre l'entrepreneur. " Musk refuse d'honorer ses obligations à l'égard de Twitter et de ses actionnaires parce que l'accord qu'il a signé ne sert plus ses intérêts personnels, lisait-on dans le document.

* Apple (-1,42% à 144,03 dollars) n’échappe pas à la baisse du marché, alors que l’Inde est appelée à jouer un rôle de plus en plus important dans la production de ses produits. La firme à la pomme demande à ses fournisseurs de transférer une partie de leur fabrication d'écouteurs AirPods et Beats en Inde pour la première fois, révèle le journal Nikkei Asia. Selon trois sources proches du dossier, la production pourrait débuter l'année prochaine.

" L'assembleur d'iPhone Foxconn s'apprête à fabriquer des écouteurs Beats dans le pays, et espère y produire également des AirPods à terme, ont déclaré deux personnes ayant une connaissance directe de la question ", explique le média.

Apple avait annoncé fin septembre avoir commencé à fabriquer des iPhone 14 en Inde, un mois après son lancement et avec quelques semaines d'avance. Le groupe technologique américain a ainsi montré l'importance de plus en plus grande qu'il accorde à ce pays.

Le fabricant de l'iPhone souhaite diversifier la chaîne d'approvisionnement en dehors de la Chine en raison de la hausse des risques géopolitiques, mais aussi des problèmes d'approvisionnement provoqués par la politique "zéro Covid" de Pékin.

Cette décision d'Apple résulte également de la mise en place par le gouvernement indien de politiques attrayantes, en offrant incitations financières, pour accroître la fabrication locale, tant pour le marché intérieur indien que pour le marché international.

JPMorgan estime qu'environ 25% des produits d'Apple seront fabriqués en dehors de la Chine d'ici 2025, contre moins de 5% aujourd'hui.

* Fill Up Média a réussi son premier rendez-vous financier depuis son introduction en Bourse en juin dernier. L’action a gagné 3,20% à 8,70 euros, réagissant favorablement à la présentation des résultats du premier semestre 2022. Le titre Fill Up Média évolue cependant sous son cours d’introduction de 10 euros. Il n’avait cessé de reculer depuis son entrée sur le marché jusqu’à début août avant de rebondir. Le spécialiste de l'affichage digital extérieur sonore sur distributeurs de carburants a enregistré une perte nette de 208 000 euros contre - 129 000 euros au premier semestre 2021.

La perte de cette année intègre une charge financière exceptionnelle de 0,1 million d'euros relatif à la mise en place d'un contrat obligataire lié à son introduction en bourse. Dans le même temps, son Ebitda retraité a bondi de 20% à 490 000 euros.

Les comptes de Fill Up Média ont bénéficié de la forte croissance de son activité. Ses revenus se sont élevés à 4 millions d'euros, soit 22% de hausse, entièrement en organique. La part du chiffre d'affaires réalisé auprès des annonceurs locaux a représenté 70%.

" Cette forte proportion d'annonceurs locaux explique la progression du chiffre d'affaires de la société malgré des investissements publicitaires nationaux en baisse ", a souligné Fill Up Média.

Fill Up Média mise sur 3 leviers de croissance pour développer ses activités. Le premier est la poursuite du développement commercial avec 550 stations-services supplémentaires à l'horizon 2025. Le deuxième levier est de programmer les spots réalisés sur les réseaux sociaux. Enfin, Fill Up Média veut s'imposer en tant que média de référence de la mobilité multi-énergies.

**ANALYSES**

* Aujourd'hui, l’inflation est durablement revenue. Les banques centrales doivent la contrer. Mais une remontée trop forte des taux d'intérêt peut provoquer une récession, un « hard landing ». Elle peut être trop fortement calibrée, si l'on pense que la composante transitoire de l'inflation actuelle s'affaiblira prochainement. Les contraintes d'offre ont déjà commencé à s'atténuer dans le temps, sauf conséquences d'une guerre qui se durcirait. Mais inversement, une remontée trop lente des taux d'intérêt conduirait à laisser l'indexation se développer. Réagir tardivement, une fois que les anticipations d'inflation ne sont plus ancrées à un niveau bas, coûterait beaucoup plus cher et conduirait à une récession profonde.

Les taux d'intérêt trop bas, trop longtemps, ont mondialement entraîné des taux d'endettement très élevés et des bulles sur les actions comme sur l'immobilier. Les taux doivent donc être remontés et les politiques de « quantitative easing » prendre progressivement fin. Mais les banques centrales font face au risque de faire éclater les bulles, avec des impacts sur la croissance et des risques d'insolvabilité des entreprises et Etats les plus endettés. Elles doivent se montrer très déterminées et très prudentes. Elles ont ainsi entamé la normalisation de leur politique et iront jusqu'à sa neutralisation.

Mais une fois ce stade atteint, elles agiront en fonction des circonstances. Si la croissance s'affaisse brutalement, si les marchés chutent fortement, elles aviseront. L'état de l'indexation des salaires et des prix, donc du niveau de l'inflation « structurelle », sera alors scruté, pour s'interroger sur l'opportunité ou le danger de positionner les taux d'intérêt au-dessus du taux neutre. Si le régime inflationniste se renforçait encore, elles durciraient alors très probablement leur politique, tant en montant leurs taux d'intérêt au-dessus du taux de croissance potentielle, que par l'accentuation du « quantitative tightening ».

Elles conduiront, dans ce cadre, des politiques monétaires très liées aux données, au fur et à mesure de leur apparition. Tout en évitant d'être dominées par les questions budgétaires comme par les marchés financiers.

Les gouvernements n'ont d'autre choix quant à eux que d'afficher une trajectoire de solvabilité crédible à moyen terme. Une politique budgétaire trop rigoriste conduirait à casser la croissance, mais ne rien faire lorsque le niveau d'endettement est élevé entacherait leur crédibilité, ce qui constituerait un risque très fort à court terme. Il leur faut donc mettre en place une politique de gestion des finances publiques sans austérité, mais qui montre tout de même une sortie des politiques de soutien. La pandémie, inattendue, brutale et passagère est en effet à différencier d'un changement possible de régime d'inflation.

En outre, il faut financer les investissements nécessaires à l'augmentation de la croissance potentielle ou à la croissance verte. Mais ce financement doit être gagé par une gestion plus rationnelle et plus efficace des dépenses publiques, de même que par les réformes structurelles. Ces dernières sont nécessaires à l'augmentation de la croissance potentielle, soit tôt ou tard à un meilleur ratio dettes publiques sur PIB. Elles sont aussi un moyen de lutter contre une inflation dont l'origine en Europe est davantage liée à un choc d'offre. Et lorsque l'offre de travail est très insuffisante, la pénurie d'emplois peut être allégée par la réforme du marché du travail et du système du chômage, comme par celle des retraites. En France, le taux d'emploi des plus de 60 ans est très inférieur à celui du reste de la zone euro.

Le chemin est étroit. L'indispensable lutte contre l'inflation, sans trop de heurts économico-financiers, passe par une bonne combinaison de la politique monétaire et des politiques structurelles. La politique monétaire peut beaucoup, mais elle ne peut pas tout faire toute seule.

**L’AGENDA DU 6 octobre 2022**

**8h00 en Allemagne**

Commandes à l'industrie en août

**11h00 en zone euro**

Ventes au détail en août

**13h30 en zone euro**

Publication du compte rendu du dernier comité de politique monétaire de la BCE

**14h30 aux Etats-Unis**

Inscriptions hebdomadaires au chômage